

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 86 | 7-13 février 2022

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 133 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

13 février : Nusret Muğla, un détenu malade de 84 ans emprisonné pour liens avec le mouvement Gülen, est [décédé](#) du Covid-19. En décembre, Muğla avait dit à sa famille lors d'un appel téléphonique que sa cellule de prison à Manisa n'avait pas de chauffage adéquat ni de produits de première nécessité.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

9 février : La police d'Istanbul a [ouvert](#) le feu sur un véhicule qui n'aurait pas obtempéré à un ordre de s'arrêter, tuant une personne qui se trouvait à l'intérieur. Deux officiers ont été arrêtés en lien avec l'incident.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de

[disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

7 février : La police de Mardin a [arrêté](#) 41 personnes un jour après avoir participé à des manifestations contre l'augmentation des prix de l'électricité. Les détenus ont été libérés le lendemain.

8 février : La police de Van est [intervenue](#) dans une manifestation organisée par des agents de santé, détendant brièvement huit personnes.

9 février : Les procureurs de Mardin ont [inculpé](#) les militants de la société civile Abdullah Ayav, Vesile Yüksel et Ruken Aslan pour diffusion de propagande terroriste, lors d'un événement mettant en vedette du théâtre et de la musique en langue kurde.

9 février : Les autorités ont [imposé](#) des amendes à cinq femmes trans lors d'une manifestation en mars 2021.

10 février : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) 16 personnes qui se sont rassemblées devant un cemevi, un lieu de culte alévi, pour des funérailles.

10 février : La police de Rize a brièvement [détenu](#) un politicien local de gauche pour avoir porté une banderole pour protester contre l'augmentation des prix de l'énergie.

10 février : Un tribunal d'Eskişehir a [décidé](#) d'acquitter cinq personnes jugées pour leur participation à des manifestations contre le coût élevé des logements étudiants.

11 février : Un tribunal d'Izmir a [décidé](#) d'acquitter 25 avocats et un journaliste jugés pour leur participation à

une manifestation contre la nomination d'administrateurs du gouvernement pour remplacer les maires élus de trois provinces à prédominance kurde en août 2019.

12 février : La police de Muş a [arrêté](#) les avocats Tarık Güneş et Rumet Agir Özer, anciens dirigeants de l'Association des droits de l'homme (İHD) pour des accusations liées au terrorisme. Güneş a été arrêté par un tribunal le 13 février tandis qu'Özer a été mis en liberté surveillée.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

7 février : Les autorités ont [délivré](#) un mandat d'arrêt contre Kemal Özkiraz, le propriétaire d'une importante société de sondage, pour avoir prétendument insulté un célèbre imam sur les réseaux sociaux.

7 février : Un tribunal [libère](#) dans l'attente de son procès la journaliste Nurcan Yalçın qui a été arrêtée le 4 février.

8 février : Un tribunal de Kars a [condamné](#) la journaliste Selda Manduz à un an et six mois de prison pour diffusion de propagande terroriste sur les réseaux sociaux.

8 février : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) les journalistes Serkan Ozan, Olcay Büyüктаş Akça, Ozan Yurtoğlu et Hazal Ocak ; réclamant jusqu'à quatre ans de prison pour avoir insulté le fils du président dans des reportages.

8 février : Un tribunal de Hatay [décide](#) de bloquer l'accès au site d'information de gauche Gazete Yolculuk.

8 février : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) que la détention provisoire du journaliste Cemil Uğur violait ses droits. Uğur a été arrêté après avoir rapporté des allégations selon lesquelles des soldats à Van auraient torturé deux villageois kurdes. Il a été jugé pour terrorisme avec quatre autres journalistes, mais a finalement été acquitté par un tribunal de Van.

8 février : Une cour d'appel a [annulé](#) les peines de prison des réalisateurs de documentaires Çayan Demirel et Ertuğrul Mavioğlu, les réalisateurs d'un documentaire sur le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui avaient été condamnés pour diffusion de propagande terroriste. Le nouveau procès des cinéastes aura lieu devant un tribunal de Batman.

9 février : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision a [donné](#) aux services en langue turque de Voice of America, Deutsche Welle et Euronews un délai de 72 heures pour demander des licences de diffusion en ligne, menaçant d'interdire les agences de presse internationales si elles ne se conformaient pas.

9 février : Les procureurs de 12 provinces ont [ordonné](#) la détention de 26 personnes accusées d'avoir insulté le président, en raison de leurs commentaires sur les réseaux sociaux au sujet du président qui a été testé positif au Covid-19. Les détenus ont été remis en liberté surveillée après leur interrogatoire.

9 février : Un tribunal d'Istanbul a [infligé](#) une amende au journaliste Deniz Yücel accusé d'avoir insulté un procureur.

9 février : Le cinéaste kurde Abdüselam Kılıç a été [arrêté](#) à l'aéroport d'Izmir à son arrivée d'Allemagne. Kılıç ferait face à des accusations liées au terrorisme.

10 février : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) le journaliste Mehmet Şahin à six ans et trois mois de prison pour terrorisme.

10 février : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'acquitter l'écrivaine Aslı Erdoğan des accusations de terrorisme. Erdoğan a été jugée pour son soutien à un journal kurde désormais fermé. Elle a été détenue en détention provisoire pendant plus de quatre mois.

10 février : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK) [lance](#) une enquête sur Halk TV au sujet d'une émission sur l'assassinat d'un patron de la mafia chypriote turque ayant des liens présumés avec le gouvernement turc.

12 février : Un procureur a [requis](#) jusqu'à 12 ans et 10 mois de prison pour la journaliste Sedef Kabaş qui a été arrêtée le mois dernier pour avoir insulté le président à la télévision.

12 février : Le journaliste İsmail Arı a été verbalement [menacé](#) par le député du parti au pouvoir Ahmet Akay après avoir publié une vidéo de l'avocat d'Akay tenant une arme à feu illégale.

13 février : La chaîne FOX TV [met fin à](#) la diffusion de « Masked Singer », une émission ciblée par les autorités turques et un décret présidentiel pour avoir prétendument diffusé de la propagande païenne.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

10 février : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de prolonger la détention provisoire du leader de la société civile Osman Kavala, qui est derrière les barreaux pour une série d'accusations changeantes depuis 2017 malgré une ordonnance de libération de la Cour européenne des droits de l'homme.

12 février : La police de Muş a [arrêté](#) les avocats Tarık Güneş et Rümet Agir Özer, anciens dirigeants de l'Association des droits de l'homme (İHD) pour des accusations liées au terrorisme. Güneş a été arrêté par un tribunal le 13 février tandis qu'Özer a été mis en liberté surveillée.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

10 février : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de prolonger la détention provisoire du leader de la société civile Osman Kavala, qui est derrière les barreaux pour une série d'accusations changeantes depuis 2017 malgré une ordonnance de libération de la Cour européenne des droits de l'homme.

11 février : Meral Barut, une ancienne policière sommairement renvoyée de la fonction publique après une tentative de coup d'État manquée en juillet 2016, a été [réintégrée](#) dans ses fonctions trois ans après sa mort d'un cancer en 2019.

MINORITÉ KURDE

7 février : La police de Mardin a [arrêté](#) l'ancien cadre du HDP Kadir Işık et deux autres lors de perquisitions à domicile. Pendant l'opération, les officiers ont physiquement maltraité Işık et lui ont cassé le nez.

8 février : Une prison d'Elazığ a [imposé](#) une sanction disciplinaire de 10 jours à l'isolement à la politicienne kurde emprisonnée Leyla Güven.

8 février : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) que la détention provisoire du journaliste Cemil Uğur violait ses droits. Uğur a été arrêté après avoir rapporté des allégations selon lesquelles des soldats à Van auraient torturé deux villageois kurdes. Il a été jugé pour terrorisme avec quatre autres journalistes, mais a finalement été acquitté par un tribunal de Van.

9 février : Le cinéaste kurde Abdüselam Kılıç a été [arrêté](#) à l'aéroport d'Izmir à son arrivée d'Allemagne. Kılıç ferait face à des accusations liées au terrorisme.

9 février : Les procureurs de Mardin ont [inculpé](#) les militants de la société civile Abdullah Ayav, Vesile Yüksel et Ruken Aslan pour diffusion de propagande terroriste, lors d'un événement mettant en vedette du théâtre et de la musique en langue kurde.

10 février : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) le journaliste Mehmet Şahin à six ans et trois mois de prison pour terrorisme, dans le cadre d'une enquête sur le mouvement politique kurde.

13 février : La police de Van, Diyarbakır et Mardin a [arrêté](#) neuf personnes, dont des jeunes du HDP, lors de perquisitions à domicile.

AUTRES MINORITÉS

8 février : La Fédération des associations aléviées [annonce](#) qu'elle refuse de payer les factures d'électricité élevées des cemevi, lieux de culte alévis qui ne sont pas officiellement reconnus comme lieux de culte mais comme commerces.

9 février : Les autorités ont [imposé](#) des amendes à cinq femmes trans lors d'une manifestation en mars 2021.

10 février : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) 16 personnes qui se sont rassemblées devant un cemevi, un lieu de culte alévi, pour des funérailles.

CONDITIONS DE DÉTENTION

7 février : Une prison d'Edirne a [refusé](#) un traitement médical au détenu Abdurrahim Demir pour avoir refusé de se faire soigner avec des menottes.

8 février : Zeynep Köyden, mère de deux enfants emprisonnée pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, [annonce](#) dans une lettre à un député qu'elle n'a pas vu ses filles, âgées de 5 et 10 ans, depuis sept mois en raison de la distance de plus de 800 kilomètres entre la prison et son domicile. Köyden a demandé son transfert dans une prison plus proche de son domicile à Balıkesir.

8 février : Une prison d'Elazığ a [imposé](#) une sanction disciplinaire de 10 jours à l'isolement à la politicienne kurde emprisonnée Leyla Güven.

8 février : Un [rapport annuel](#) sur les prisons turques publié par l'Association de la société civile dans le système pénal (CİSST) a noté le manque d'accès aux soins de santé comme un problème majeur.

10 février : Des rapports ont révélé qu'İsa Yaşar, un détenu de 57 ans détenu dans une prison de Kırıkkale, a [perdu](#) la vie en raison de ses problèmes de santé.

10 février : Des rapports ont révélé qu'une administration pénitentiaire à Kocaeli [refusait](#) la chimiothérapie au détenu malade Ahmet Dizlek depuis trois mois.

11 février : Des familles de détenus détenus dans une prison d'Istanbul [se sont plaintes](#) sur les réseaux sociaux que l'eau potable des détenus était arbitrairement restreinte par l'administration pénitentiaire.

11 février : Une prison d'Afyon a [refusé](#) un traitement médical au détenu malade Nail Demir.

12 février : Şahin Adanur, détenu dans une prison de Mersin, [décède](#) du Covid-19 après avoir passé 53 jours en soins intensifs dans un hôpital.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

9 février : Trois ressortissants égyptiens vivant à Istanbul ont été [poignardés](#) dans ce qui semble être une attaque raciste. L'agresseur, une personne vivant dans le même immeuble, a été arrêté en lien avec l'incident.

10 février : Des assaillants à Ankara ont [attaqué](#) un marché appartenant à un migrant irakien, causant des dégâts matériels.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

7 février : La police de Mardin a [arrêté](#) l'ancien cadre du HDP Kadir Işık lors d'une perquisition à son domicile. Pendant l'opération, les officiers ont physiquement maltraité Işık et lui ont cassé le nez.

8 février : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) que la détention provisoire du journaliste Cemil Uğur violait ses droits. Uğur a été arrêté après avoir rapporté des allégations selon lesquelles des soldats à Van auraient torturé deux villageois kurdes. Il a été jugé pour terrorisme avec quatre autres journalistes, mais a finalement été acquitté par un tribunal de Van.

9 février : Rıza Türmen, ancien juge à la Cour européenne des droits de l'homme et chef de la commission des droits de l'homme de l'Association du barreau d'Ankara, a [démissionné](#) du barreau en raison de son refus de publier un rapport sur un incident présumé de torture au département de police d'Ankara. La démission de Türmen fait suite à celle de six autres avocats qui ont démissionné du barreau la semaine précédente.

9 février : La police de Diyarbakır a [agressé](#) physiquement trois personnes avec lesquelles elle s'est disputée verbalement devant leur magasin.

10 février : Les gardiens d'une prison d'Antalya ont [agressé](#) physiquement une détenue nommée Perihan Yoğurtçu après qu'elle ait tenté de résister à une fouille à nu.

10 février : Un policier de Şırnak a [frappé](#) un manifestant avec un bouclier, le blessant au visage.

10 février : Les gardiens d'une prison d'Ağrı ont [agressé](#) physiquement un détenu nommé Barış Demir.

10 février : Une administration pénitentiaire de Şanlıurfa a [refusé](#) le droit de visite aux proches des détenus qui refusaient de subir des fouilles à nu.

11 février : Bazo Yılmaz et Bayram Demirhan, deux détenus malades détenus dans une prison de Şanlıurfa, ont [refusé](#) l'hospitalisation en raison des mauvais traitements subis lors du transfert à l'hôpital.

11 février : Une administration pénitentiaire de Çorum a [envoyé](#) des gardiens masculins pour fouiller les quartiers des prisonnières.

12 février : La police de Mersin aurait [soumis](#) un détenu à des tortures psychologiques.

12 février : Une administration pénitentiaire de Tokat a [refusé](#) le droit de visite aux proches des détenus qui refusaient de subir des fouilles à nu.

RÉPRESSION ET VIOLATIONS TRANSNATIONALES

9 février : Un [rapport](#) du Washington Post a affirmé que l'Éthiopie avait utilisé un drone de fabrication turque en janvier lors d'une attaque qui a tué 59 civils qui s'étaient réfugiés dans une école.

11 février : Un tribunal kosovar a [porté plainte](#) contre trois responsables kosovars impliqués dans l'expulsion extrajudiciaire de six enseignants turcs vers la Turquie en mars 2018. Les responsables risquent jusqu'à cinq ans de prison pour abus de position ou d'autorité officielle et privation illégale de liberté.

DROITS DES FEMMES

8 février : Un rapport mensuel sur la violence sexiste publié par Bianet a [révélé](#) que des hommes avaient tué 23 femmes et infligé des violences à 57 femmes en janvier.

10 février : Les avocats ont [critiqué](#) une proposition du gouvernement visant à restreindre la durée de la pension alimentaire, affirmant qu'elle visait à empêcher les femmes de demander le divorce, les forçant à rester dans des mariages abusifs.